



BRÈVES ÉCONOMIQUES

Asie du Sud-Est

Une publication du SER de Singapour
N° 49 (2023)

Faits saillants

- ❖ Thaïlande : inflation de nouveau négative en novembre à -0,44% en g.a.
- ❖ Singapour : signature d'un ALE avec le Mercosur
- ❖ Philippines : nouvelle décélération de l'inflation à +4,1% en novembre en g.a., au plus bas depuis 18 mois

LE CHIFFRE À RETENIR

59 Md\$

Estimation des recettes touristiques de la Thaïlande en 2023, inférieures à l'objectif de 68 Md\$ initialement fixé sur l'année

Région

Résilience financière de l'ASEAN face aux vents contraires mondiaux

Le Bureau de recherche macroéconomique de l'ASEAN+3 (AMRO) a publié cette semaine son rapport sur la stabilité financière de l'ASEAN+3 pour l'année 2023, soulignant la résilience financière des pays de la région en dépit des risques pesant sur la conjoncture internationale. Le rapport souligne la solidité des fondements macroéconomiques de l'ASEAN+3 et le renforcement des systèmes réglementaires depuis la crise financière asiatique, tout en soulignant les incertitudes et la volatilité accrues dans l'environnement financier actuel. Les principales préoccupations sont la résurgence potentielle de l'inflation, la hausse des taux d'intérêt, la volatilité des marchés financiers – bien que celle des marchés actions de l'ASEAN aient, en moyenne, diminué – et les risques liés aux vulnérabilités du secteur bancaire américain. Le rapport souligne également l'impact

Figure 2.7. Selected ASEAN+3: Household Debt
(Percent of GDP)

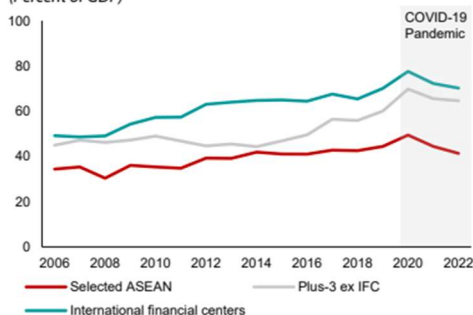
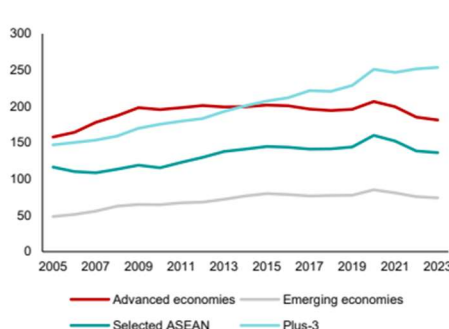


Figure 4.2. Selected Regions: Credit-to-GDP Ratio
(Percent)



d'un endettement élevé sur la stabilité financière, les niveaux d'endettement dans l'ASEAN+3 atteignant 300% du PIB de la région d'ici la fin de 2022. Sur l'endettement des ménages, bien que le ratio dette des ménages/PIB soit nettement plus élevé que la moyenne mondiale en Corée du Sud, à Hong Kong et en Thaïlande, il reste faible dans la plupart des économies de l'ASEAN. Le ratio moyen de la dette des entreprises rapportée au PIB dans les économies de l'ASEAN a, lui, atteint un pic de 89% en 2020, suivi d'une baisse modérée. Enfin, pour parer aux risques de défaillance et aux problèmes de refinancement engendrés par la suppression progressive des mesures de soutien liées au COVID-19, l'AMRO suggère une combinaison de politiques monétaires, fiscales et macroprudentielles, et promeut davantage de coordination régionale.

Nouvelles lignes de swaps avec la Chine, le Japon, et la Corée du Sud

L'ASEAN, le Japon, la Chine et la Corée du Sud ont convenu ce jeudi 7 décembre de lancer un nouveau programme de financement d'urgence pour faire face aux futures pandémies et catastrophes naturelles, dans le cadre de leur dernière tentative pour garantir la stabilité financière dans la région. Cette initiative vise à renforcer le filet de sécurité financière dans le cadre de l'initiative de Chiang Mai, qui a vocation à fournir jusqu'à 240 Mds USD de lignes de swap. La décision a été prise lors d'une réunion à Kanazawa, au Japon, et une approbation officielle est attendue pour le printemps prochain. Cette nouvelle initiative permettra aux pays membres d'accéder rapidement à des fonds en cas d'urgence causée par des chocs externes tels que les catastrophes naturelles et les pandémies. Cette décision fait notamment suite aux récentes catastrophes naturelles qui ont frappé l'Indonésie et les Philippines.

Partenariat entre l'AFD et l'ERIA

L'Agence Française de Développement (AFD) et l'Institut de Recherche Économique pour l'ASEAN et l'Asie de l'Est (ERIA), situé à Jakarta, ont signé un MoU pour formaliser un partenariat visant à promouvoir le développement durable dans la région. Les efforts se concentreront sur des enjeux environnementaux tels que l'économie bleue, la lutte contre la pollution plastique, et la promotion de chaînes de valeur de la pêche durables. Les projets communs débiteront en 2024, avec une étude prévue sur les déchets plastiques marins dans l'ASEAN. L'ERIA est un organisme de recherche travaillant étroitement avec le secrétariat de l'ASEAN et les instituts de recherche d'Asie du Sud-Est et de l'Est pour produire des travaux académiques et de recommandations autour de trois principaux piliers : (i) Deepening Economic Integration, (ii) Narrowing Development Gaps et (iii) Sustainable Development.

Indonésie

Augmentation des réserves de change

En novembre 2023, les réserves de change de l'Indonésie ont progressé de 5 Mds USD, atteignant 138,1 Mds USD, en raison de recettes fiscales et de services, d'émission de sukuk (obligations islamiques) et de décaissements des prêts extérieurs par le gouvernement. Cette position des réserves de change est bien au-dessus de la norme internationale d'adéquation de trois mois d'importations (6,3 mois d'importations) et du niveau de la fin

d'année 2022 (130,2 Mds USD). Pour mémoire, les réserves de change de l'Indonésie étaient plus élevées encore en début d'année, atteignant 145,2 Mds USD en mars. Elles ont reculé du fait des échéances de remboursement de la dette extérieure du gouvernement. Enfin, la réglementation gouvernementale (n°66/2023), exigeant que les exportateurs placent les devises provenant de l'exportation de ressources naturelles dans le système financier indonésien pour une durée minimum de 3 mois, en œuvre depuis le 1er août, sera prolongée, afin de contribuer à la stabilité de la roupie. D'après les autorités, cette mesure aurait permis le placement de 10,5 Mds USD en août, 9 Mds USD en septembre et 10,2 Mds USD en octobre.

Malaisie

Maintien de la note de la Malaisie à BBB+ par Fitch

L'agence de notation Fitch a annoncé le 5 décembre le maintien de la note souveraine de la Malaisie à BBB+ avec des perspectives stables. L'agence estime que l'économie est diversifiée et présente de solides perspectives de croissance à moyen terme mais souligne les risques liés à une dette publique élevée et des considérations politiques qui pourraient entraver la définition de politiques de long terme et la mise en œuvre des réformes par le gouvernement de coalition. Pour Fitch, la croissance s'établirait à 4,0% en 2023 puis 4,2% en 2024 et le ratio de dette publique sur PIB se réduirait légèrement à 72,3% en 2023 (contre 72,8% en 2022).

Baisse des projets d'investissement approuvés à fin septembre

Selon l'agence pour les investissements MIDA, les projets d'investissement étrangers approuvés sur les neuf premiers mois de l'année se sont élevés à 27,7 Mds USD, en baisse de 3,8% sur un an. Les principaux pays d'origine sont les Pays-Bas (27,8%), Singapour (16,2%), les États-Unis (15,0%), la Chine (9,2%) et le Japon (8,9%). Les projets concernent le secteur manufacturier à hauteur de 67,5%.

Nouvelle étape dans le feuilleton 5G

Après quatre mois de négociations, les cinq opérateurs malaisiens de téléphonie mobile CelcomDigi, Maxis, U Mobile, Telekom Malaysia et YTL Power sont finalement entrés le 1er décembre, à hauteur de 70% au capital de l'opérateur d'infrastructure 5G Digital Nasional Berhad (DNB). Cette nouvelle donne permet à l'Etat malaisien, jusqu'à présent actionnaire unique, de limiter son exposition financière mais suscite par là même des inquiétudes quant à la future politique tarifaire de DNB alors que l'objectif du gouvernement était de proposer au consommateur malaisien une offre 5G très accessible. Par ailleurs, trois des nouveaux actionnaires de DNB (Celcom-Digi, Maxis et U Mobile) souhaitent toujours voir la création d'un second opérateur 5G, faisant peser un doute sur la pérennité de leur participation au sein de DNB.

Singapour

Initiatives annoncées lors de la COP28

Lors de la 28^{ème} Conférence des Nations unies sur les changements climatiques (COP28) à Dubaï, Singapour a annoncé plusieurs initiatives clés visant à stimuler les investissements verts et le

développement durable en Asie, et plus spécifiquement dans l'Asie du Sud-Est. Ces initiatives comprennent une collaboration avec Allied Climate Partners (ACP), l'International Finance Corporation (IFC) et le fonds singapourien Temasek, dans un protocole d'accord dédié aux énergies renouvelables et au transport durable. La cité-Etat a également conclu des partenariats bilatéraux par le biais de protocoles d'accord avec les Fidji, le Rwanda et la Papouasie-Nouvelle-Guinée, et s'apprête à conclure des accords similaires avec le Bhoutan et le Paraguay, visant tous à alimenter les marchés de crédits carbone conformément à l'Accord de Paris. Parallèlement, l'Autorité monétaire de Singapour (MAS) a introduit la Singapore-Asia Taxonomy dans le domaine de la finance durable et a lancé l'initiative Fast-P en vue de mobiliser 5 Mds USD de blended finance pour des projets verts et transitoires. Ces mesures, qui s'inscrivent dans le cadre de l'engagement pris par Singapour lors de la COP28, visent à accélérer la transition de la région vers des émissions nettes nulles et à soutenir une croissance économique durable.

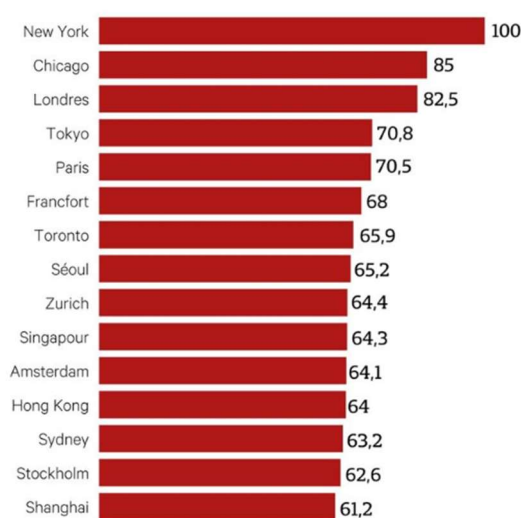
Signature d'un ALE avec les pays du Mercosur

Ce jeudi 7 décembre, un accord de libre-échange Mercosur-Singapour (MCSFTA) a été signé lors du 63^{ème} sommet des chefs d'État du Mercosur et des États associés à Rio de Janeiro, au Brésil, marquant le premier accord commercial entre les États membres du Mercosur (Argentine, Brésil, Paraguay, Uruguay) et un pays d'Asie du Sud-Est. Cet accord vise à renforcer les relations économiques en abaissant les droits de douane, en améliorant les conditions d'investissement et en encourageant la coopération dans des domaines tels que la numérisation et le développement durable. Il fait suite à la conclusion des négociations entre Singapour et le Mercosur en juillet 2022. Le processus de ratification est en cours dans les pays concernés. Le Mercosur, avec un PIB combiné de 2,7 Mds USD et 272 millions d'habitants, représentait 45% du commerce de Singapour avec l'Amérique latine en 2022.

Singapour, 10^{ème} place financière mondiale selon le nouvel indice OFEX

L'Institut Louis Bachelier et le Center for Financial Studies de l'Université Goethe de Francfort, ont présenté récemment un nouvel indice synthétique, l'Open Financial Ecosystem Index (OFEX), destiné à mesurer l'attractivité des places financières mondiales. L'OFEX utilise 55 critères répartis en deux catégories pour évaluer les centres financiers. Alors que New York, Chicago et Londres dominent le classement, Singapour se classe à la 10^{ème} position, devant Hong Kong (12^{ème}) et Shanghai (15^{ème}). Cette initiative franco-allemande vise notamment à enrichir le débat sur la comparaison des centres financiers internationaux.

Indice OFEX (score)



Renforcement de la coopération avec la Chine, avec un accord pour une exemption temporaire de visa

Singapour et la Chine ont convenu d'établir un accord mutuel d'exemption de visa de 30 jours, annoncé lors de la 19^{ème} réunion du Conseil conjoint pour la coopération bilatérale à Tianjin, en Chine. Cette initiative, qui vise à renforcer les échanges bilatéraux et la connectivité aérienne après la pandémie, sera mise en œuvre dès le début de l'année 2024. La réunion, coprésidée par le Vice-Premier ministre singapourien, Lawrence Wong, et le Vice-Premier ministre chinois, Ding Xuexiang, a également passé en revue les orientations futures de la coopération, et prévoit la signature de plus de 20 accords bilatéraux. En parallèle, Lawrence Wong et le Premier Ministre chinois, Li Qiang, se sont également rencontrés cette semaine à Pékin, et ont réaffirmé les liens bilatéraux étroits qui unissent les deux pays ainsi que leur volonté partagée d'accélérer la coopération dans des domaines tels que l'économie numérique et les énergies renouvelables.

Vietnam

Les actifs des institutions financières vietnamiennes estimés à 817 Mds USD

Selon la Vietnam National Financial Supervisory Commission (NFSC), au 30 septembre 2023, les actifs totaux des institutions financières s'élèvent à environ 817 Mds USD. Les établissements de crédit représentent 93,2% du volume total des actifs, les compagnies d'assurance 4,4% et les sociétés de bourse et de gestion de fonds 2,4%. La croissance du crédit sur les neuf premiers mois de l'année était de 7%, soit le 2^e taux le plus bas pour les trois premiers trimestres depuis 2017, et devrait s'établir à 10% pour l'ensemble de l'année 2023.

Les entreprises exportatrices vietnamiennes face aux risques de défense commerciale sur les marchés des pays membres du CPTPP

Depuis la mise en place du CPTPP (Comprehensive and Progressive Agreement for Trans-Pacific Partnership) en 2019, les exportations vietnamiennes vers les marchés des pays membres de l'accord ont considérablement augmenté, notamment vers le Canada, le Mexique, le Pérou et le Chili. En 2021, les exportations vietnamiennes vers le Canada et le Mexique ont augmenté respectivement de 75% et 105% par rapport à la période précédant l'entrée en vigueur du CPTPP. Par contre, selon le ministère vietnamien de l'Industrie et du Commerce, depuis l'entrée en vigueur du CPTPP, le nombre d'enquêtes sur les exportations vietnamiennes menées par les pays membres de l'accord a fortement augmenté par rapport à la période précédente. A ce jour, ces enquêtes représentent plus de 20% du nombre total d'enquêtes menées par les membres de l'OMC contre le pays.

Le plan de mise en œuvre du JETP dévoilé à la COP28 par le Premier ministre vietnamien

Le week-end du 1^{er} au 3 décembre, le Premier ministre Pham Minh Chinh a participé à la COP28 à Dubaï, menant à plusieurs déclarations officielles. Vendredi, la version finale du plan de mobilisation des ressources (RMP) du partenariat pour une transition énergétique juste « JETP » a été dévoilée avec les pays du groupe des

partenaires internationaux (IPG – la France, l'Allemagne, l'Italie, l'Union européenne, le Canada, le Danemark, le Japon, la Norvège, le Royaume-Uni et les États-Unis). Atteignant un montant total de 15,5 Mds USD, le financement sera également assuré par la Glasgow Financial Alliance for Net Zero (GFANZ). Ce RMP contient en outre la liste des mesures censées améliorer le cadre réglementaire pour la transition énergétique. Pour rappel, le vice-Premier ministre, Tran Hong Ha, avait approuvé un plan de mise en œuvre de la déclaration politique sur l'établissement du JETP à la fin du mois d'août 2023. A l'occasion de la COP, le PM s'est par ailleurs exprimé lors d'un séminaire présidé par le Président de la République, Emmanuel Macron, sur l'élimination progressive des centrales électriques au charbon. Le Premier ministre vietnamien a également rencontré Ajay Banga, le président de la Banque mondiale, qui a déclaré qu'il pourrait accorder des prêts d'une valeur maximale de 7 Mds USD pour plusieurs projets clés au Vietnam, dont notamment un chemin de fer express de 39 km à Hanoi.

Le leader industriel chinois du secteur des terres rares intéressé à coopérer avec le Vietnam

A l'occasion d'un entretien avec le président de la Commission de gestion du capital d'Etat (CGCE) organisé le 23 novembre 2023, le groupe chinois China Rare Earth Group a exprimé son souhait de coopérer avec l'entreprise publique vietnamienne, Vinacomin, dans le domaine des terres rares. Vinacomin est actionnaire de Lai Chau Rare Earth JSC, qui dispose de la licence d'exploitation de la mine de Dong Pao, où sont situées les plus importantes réserves de terres rares du Vietnam (12 Mt). Le président de la CGCE a affirmé que cette possible coopération serait discutée avec les ministères compétents (MPI, MoIT, MonRe). Situé dans la province du Jiangxi, China Rare Earth Group a été constitué par la fusion, en 2021, de trois des six grands groupes chinois du secteur. Le groupe dispose des droits d'exploitation des ressources en terres rares des provinces chinoises du Jiangxi, Shandong, Sichuan, Hunan, et Guangxi (limitrophe du Vietnam) et contrôle près de 70% de la production chinoise de terres rares et plus de 40% des activités de traitement. Pour mémoire : le Vietnam disposerait des deuxièmes réserves mondiales de terres rares (22 Mt) mais a jusqu'ici échoué à les exploiter. Le manque de maîtrise des technologies de traitement desdites terres est la principale cause de cet échec. La Chine fait partie des quelques pays à maîtriser ces technologies et contrôle actuellement 70% de la production mondiale. Le Vietnam est actuellement perçu par de nombreux gouvernements comme une possible alternative à la domination chinoise sur ces ressources stratégiques. Un partenariat industriel avec la Chine remettrait en question ce positionnement.

Thaïlande

Enquête PISA : baisse importante du niveau scolaire

Les derniers résultats de la dernière enquête PISA de l'OCDE pour la Thaïlande témoignent d'une baisse importante du niveau des élèves évalués (âgés de 15 ans), avec un score de 394 en mathématiques (contre 419 en 2018), de 409 en sciences (contre 426) et de 379 en lecture (après 393), plaçant la Thaïlande au 58ème rang sur 81 pays en mathématiques et en science et au 64ème rang en lecture. Alors que le pays aura besoin d'une main d'œuvre qualifiée en quantité suffisante pour relever ses défis socio-économiques, cette évolution inquiète aujourd'hui les autorités et la classe politique qui

considèrent que le système éducatif thaïlandais demeure inadapté et inefficace (alors que le budget dédié à l'éducation, à 12,1% du PIB, est le troisième plus important après les services publics généraux et les affaires économiques). Les critiques pointent notamment l'importance trop grande accordée à l'apprentissage par cœur au détriment du développement des capacités analytiques et de résolution de problèmes. D'autres facteurs sont également avancés pour expliquer cette dégradation, comme la malnutrition et l'addiction aux jeux en ligne, et plus globalement les confinements provoqués par l'épidémie du COVID-19. Dans la foulée de l'annonce des résultats, le ministre de l'Education a indiqué qu'un panel d'experts allait rapidement être formé pour mettre en place un plan d'actions.

Des recettes touristiques inférieures aux attentes en 2023

Les recettes touristiques de la Thaïlande en 2023 ne devraient pas atteindre les objectifs affichés en début d'année selon la « Tourism Authority of Thailand » (TAT). Cette dernière s'attend ainsi à un niveau de recettes de 2 070 Mds THB (59 Mds USD) en deçà de l'objectif fixé à 2380 Mds THB (68 Mds USD), du fait de dépenses des touristes étrangers moins importantes qu'anticipées (28 Mds USD sur les 11 mois de l'année contre une cible à 45 Mds USD sur l'ensemble de l'année), impactées notamment par des dépenses par tête plus faibles que prévues (1 193 contre 1 420 USD) et la relative faiblesse du flux touristique en provenance de Chine (attendu à 3,4 M de visiteurs cette année contre un objectif initial à plus de 4 M). Afin d'augmenter les recettes touristiques, la TAT propose d'étendre l'exemption de visas pour les chinois et les pays qui constituent d'importants pourvoyeurs de touristes, de rallonger la période de séjour sans visa pour les pays bénéficiaires d'exemption de visa, ou encore de développer des visas multiples entrées pour les voyageurs disposant d'un visa de touriste.

Nouvelle diminution des prix en novembre

Le niveau général des prix a de nouveau décru en novembre de -0,44% après -0,3% en octobre, en raison d'abord de la diminution continue des prix de l'énergie (en particulier électricité, diesel et gazole) mais également des prix alimentaires (porc et poulet notamment) et de certains biens de consommation durables (télévisions, machines à laver, climatisation notamment). Pour la plupart des analystes, bien que cette déflation s'explique en première instance par les mesures de plafonnement des prix sur l'énergie pour stimuler la consommation, ce facteur n'est pas suffisant pour expliquer la dynamique récente des prix qui, hors composante énergétique et alimentaire, demeure extrêmement faible (à +0,06% en novembre après +0,08% en octobre). La faiblesse du coût de la vie contribue à l'augmentation de l'indice de confiance des consommateurs qui a atteint 60,9 en novembre, soit son niveau le plus élevé sur les 45 derniers mois.

Philippines

Poursuite de la décélération de l'inflation au mois de novembre 2023

L'indice des prix à la consommation a augmenté de 4,1% au mois de novembre, soit le taux mensuel le plus bas depuis dix-huit mois, prolongeant une décélération quasi continue depuis le pic de 8,7%

de janvier 2023. Le ralentissement de la hausse des prix de l'alimentation (+5,8% contre +7,1% en octobre) et la baisse des prix des transports (-0,8% contre +1,0% en novembre) expliquent l'essentiel de la décélération de l'inflation tandis que le taux d'inflation sous-jacente diminue à +4,7% contre + 5,3% en octobre dernier. En 2023, le taux d'inflation devrait finalement être d'environ 5,8%, avant de diminuer l'année prochaine à 3,5% selon les dernières prévisions. Le taux d'intérêt de référence de la banque centrale, qui a régulièrement augmenté depuis juin 2022 face à l'inflation, pour atteindre 6,25%, devrait pouvoir diminuer au premier semestre 2023 sans toutefois pouvoir retrouver son niveau de référence des années 2020-2022 (2%).

Cambodge

Baisse de prix de l'électricité pour le tourisme

L'Autorité de l'électricité du Cambodge (EAC) a annoncé le 5 décembre une réduction de 15% des prix de l'électricité pour les entreprises du secteur du tourisme. Cette mesure vise à stimuler les activités commerciales liées au tourisme pendant la haute saison. La réduction est prévue pour s'appliquer pendant 3 mois, de décembre 2023 à février 2024. Elle est applicable à tous les consommateurs du secteur mentionné à travers le Cambodge, pour la quantité consommée au-delà de la moyenne des six derniers mois. En septembre 2023, le gouvernement a également réduit les prix de l'électricité de 10 à 20% pour les propriétaires d'entreprises industrielles pendant trois mois. On notera toutefois que le déficit d'EDC est d'environ 130 M USD cette année, contre 100 M USD en 2022.

Soutien européen pour le secteur de la pêche

L'Union européenne a alloué environ 7 M USD de subvention au ministère de l'Economie et des Finances pour soutenir le secteur de la pêche au Cambodge. Faisant partie du programme CAPFISH-Capture, ce financement vise à renforcer les aspects clés de la réforme de la pêche, notamment le suivi, le contrôle, la surveillance, la protection des forêts inondées, la protection des pêcheries marines, la distribution de subventions aux communautés de pêche, ainsi que la recherche et la sécurité alimentaire. A ce jour, la filière halieutique demeure peu exportatrice et la lutte contre la pêche illégale demeure peu développée au Cambodge. La FAO a organisé en novembre, en collaboration avec l'Administration des pêches, une formation pour renforcer la lutte contre la pêche illicite, non déclarée et non réglementée, en se concentrant sur les points clés de l'Accord sur les mesures du ressort de l'État pour les ports (PSMA). A noter que le Royaume figure toujours sur la liste des cartons rouges de l'UE, ce qui signifie que le pays ne peut pas exporter de produits de la mer vers l'UE en raison de mesures inadéquates pour dissuader la pêche illégale.

Première émission d'obligations vertes à la bourse de Phnom Penh

Cellcard (CAMGSM PLC.), filiale de Royal Group, est devenue la première entreprise de télécommunication à être cotée en bourse. Elle est également la première à émettre des obligations de développement durable au Cambodge. Cellcard a officiellement émis les titres de créance «CamGSM Sustainability Bond» le 24 novembre. Cette opération a permis de lever près de 20 M USD avec

une maturité de dix ans, portant 5,5% d'intérêt payés semestriellement. Le produit de ces obligations vertes est destiné à renforcer les activités commerciales de l'entreprise et étendre la couverture des zones rurales. Au 24 novembre, la bourse de Phnom Penh (CSX), l'une des plus petites au monde, compte 21 sociétés cotées pour une capitalisation de 349 M USD.

Laos

Vietjet Air et Lao Airlines renforcent leurs relations

Au terme d'un accord signé à Vientiane le 4 décembre, les deux compagnies aériennes vont renforcer leurs relations. Vietjet Air, première compagnie à bas coûts, et Lao Airlines, compagnie nationale, vont approfondir leurs relations commerciales (échanges de siège, accord sur les billets, partage de code, gestion des bagages...) et techniques (maintenance des appareils). Lao Airlines va ouvrir une liaison entre Vientiane et Danang (centre du Vietnam) quand Vietjet Air prévoit d'en ouvrir une entre Ho Chi Minh-Ville et Vientiane. Aujourd'hui, c'est Vietnam Airlines qui assure cette liaison, via une escale à Phnom Penh. Un peu de concurrence fera assurément du bien. Pour mémoire, Vietjet Air exploitent 78 Airbus (A320, A321 et A330) et Lao Airlines en exploitent 10 (3 ATR42, 3 ATR72 et 4 A320).

Un chemin pavé de difficultés selon la Banque mondiale

Dans son dernier rapport sur le Laos, la Banque mondiale souligne que le pays se remet de graduellement la pandémie. Après 2,7% en 2022 et une prévision de à 3,7% en 2023, la croissance pourrait attendre 4,1% en 2024. Pour autant, les défis auxquels l'économie laotienne est confrontée restent nombreux. L'inflation dépasse toujours les 25%, alors que la dette publique représente environ 120% du PIB, la valeur du kip reste très faible et le manque de main d'œuvre est vif. Certes, le tourisme reprend, tout comme les services de transport et la logistique, tout en voyant un retour des investisseurs étrangers. Les difficultés du Laos, structurelles, pèsent sur l'économie et empêchent toute amélioration à court terme comme durables. Ainsi, selon la Banque mondiale, pour chaque recul de 1% la valeur du kip, l'inflation serait accrue de 0,5%. Et la Banque souligne que les recettes fiscales sont insuffisantes pour financer les nécessaires politiques (santé et enseignement en particulier), mais surtout faire face au service de la dette... ce qui affaiblit le kip.

Coopérations agricoles avec la Corée

Les universités nationales du Laos (NUOL) et de Séoul (SNU) discutent la mise en place d'une ferme-école de production laitière. Sa mise en place représenterait un investissement de 2,6 M USD. Au-delà de l'enseignement direct, cette ferme – qui impliquera des entreprises laotiennes – doit aider à diffuser les savoir-faire auprès des agriculteurs laotiens. Dans le même temps, l'Institut national de recherche en agriculture et sylviculture du Laos (NAFRI) continuera de travailler avec le Programme coréen sur l'agriculture internationale (KOPIA) au développement de variétés de riz résistantes aux effets du changement climatique. Lancée en 2021, cette coopération, qui a permis de sélectionner 4 variétés de riz, devrait se poursuivre jusqu'en 2026. Deux exemples de plus du fort développement de la présence coréenne au Laos comme dans plusieurs pays de la région.

Birmanie

Fin du taux de change administré pour les échanges de devises

Le 5 décembre 2023, la banque centrale birmane (CBM) a publié une directive indiquant qu'elle supprimait le contrôle des changes pour les achats et ventes de devises, qui pourront donc être librement échangées aux taux du marché par les banques agréées. Toutefois, le comité de surveillance des changes (Foreign Exchange Supervisory Committee-FESC) continuera d'exercer un contrôle sur le transfert de devises de la Birmanie vers l'étranger. Cette mesure de libéralisation semble néanmoins partielle, ne s'appliquant pas à la totalité des exportations. Ainsi, d'après une autre directive de la CBM, 35% des exportations devront encore être converties au taux administré, les 65% pouvant être échangés au taux du marché.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service économique régional de Singapour, avec les contributions des Services économiques de Bangkok, Hanoï, Jakarta, Kuala Lumpur, Manille, Phnom Penh et des Antennes à Vientiane et Rangoun

Rédaction : SER de Singapour (Esma LAOUADI, Olivia PEZARD, Martin SUTEAU)

Abonnez-vous : esma.laouadi@dgtresor.gouv.fr ; olivia.pezard@dgtresor.gouv.fr ; martin.suteau@dgtresor.gouv.fr